

ONU/Syrie: Quand l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et Israël deviennent les prétendus garants des droits humains et de la lutte contre le terrorisme...

Il ne faut plus s'étonner de rien...

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2016

Seyasi

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Intervention du Docteur Bachar al-Jaafari suite à la lecture du rapport du Secrétaire général adjoint de l'ONU [*] sur la situation humanitaire en Syrie le 21 juin 2016.

Un proverbe populaire dit : « Découvrir la raison dissipe l'étonnement ». Tout ce que je souhaite par mon intervention est de vous éclairer sur la raison de ce qui se passe en Syrie, qu'il s'agisse de la crise humanitaire oppressante et extrêmement douloureuse ou de la crise politique, laquelle n'aura échappé à nulle personne ici présente.



Monsieur le Président,

Me voici, une fois de plus, devant une énième réunion concernant « la situation humanitaire » dans mon pays. Des réunions ordinaires ou extraordinaires devenues hebdomadaires et parfois quasi-quotidiennes au sein du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale des Nations ; des réunions officielles ou officieuses lors de séances parallèles organisées ici ou là ; des réunions avec ou sans motif valable, juste pour que certains États continuent leurs présentations théâtrales des événements et marquent des points au niveau des médias ; des réunions à répétition qui n'aboutissent à rien dans la

majorité des cas, sinon à en conclure que leur seul objectif est la réunionite et non la recherche des moyens susceptibles d'aider réellement le peuple syrien à sortir de la crise, en respectant aussi bien l'intelligence des diplomates que de l'opinion publique, et conformément aux dispositions du Droit international ainsi que de la Résolution 46/182 qui sert de cadre à l'aide humanitaire en cas d'urgence et en fixe les principes directeurs.

Certains pourraient croire, à tort, que nous sommes contre de telles réunions focalisées sur la situation en notre pays, à l'intérieur ou à l'extérieur des Nations Unies. La réponse est Non ! Non... mais nous sommes les premiers concernés par cette souffrance et nous voudrions que leur but soit d'aider la Syrie à résoudre la crise d'une manière honnête et efficace loin de toute politisation, désormais flagrante.

Nous voudrions que ces réunions ne soient pas exploitées par des gouvernements responsables de l'effusion du sang syrien et de la violation de notre territoire par le terrorisme international et transfrontalier, terrorisme qu'ils ont instrumentalisé pour outrepasser les lois et la Charte des Nations Unies, diaboliser les autorités syriennes, en plus de transformer une situation humanitaire préméditée en propagande spectaculaire destinée à exercer leur pression politique sur le gouvernement de mon pays.

Et comme l'on dit, Monsieur le Président, le comble du comble est que ces réunions se tiennent à la demande de pays entièrement engagés dans le soutien du terrorisme en Syrie et dont nul n'ignore qu'ils sont la cause première de la crise et des souffrances des Syriens.

En effet, Mesdames et Messieurs, observez avec moi ce spectacle surréaliste d'une Arabie saoudite ayant poussé à la tenue de cette dernière réunion pour juger de la situation humanitaire et politique, ainsi que du respect des droits humains en Syrie !

Cette même Arabie saoudite qui a usé de pressions financières pour exercer son chantage sur le Secrétaire général des Nations Unies, afin qu'il la retire de sa liste des pays portant atteinte aux droits des enfants dans les conflits armés.

Cette même Arabie Saoudite qui se sert du terrorisme pour concrétiser ses agendas politiques, qui finance et arme ouvertement les terroristes.

Cette même Arabie saoudite dont le monde a désormais pris conscience qu'elle est la source et la racine de l'idéologie extrémiste wahhabite terroriste, laquelle se répand tel un cancer sur toute la planète en nous donnant à supporter toutes sortes de phénomènes répugnants, comme Daech, Al-Qaïda, le Front al-Nosra, Boko haram, lesdits Chebab, la Jamaa al-Isalmiya et bien d'autres.

Cette même Arabie saoudite qui possède le pire des bilans en matière de droits humains et qui bombarde le Yémen depuis plus d'un an, tuant des civils, assiégeant tout un peuple, sans que la Communauté internationale ne bouge.

Naturellement, Monsieur le Président, lorsque cette même Arabie saoudite est choisie comme État membre du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, dont Monsieur Simonovic est si fier, et préside le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, alors que la présidence du Forum de l'Alliance des Civilisations est confiée au Qatar, que la Turquie s'est trouvée gratifiée par l'accueil du premier Sommet humanitaire mondial de l'ONU, tandis qu'Israël est élu à la tête du Comité juridique de l'ONU, cela signifie que cette organisation internationale, qu'est l'ONU, a entrepris de travailler contre elle-même et

contre sa propre charte.

Monsieur le Président,

Avec le gouvernement de la République arabe syrienne, nous ne nions pas qu'il y ait une crise humanitaire dans le pays avec des personnes déplacées et sinistrées. Nous déplorons la manière incorrecte de l'aborder depuis son tout début jusqu'aujourd'hui. Nous sommes étonnés du regard superficiel qu'elle suscite sans prêter attention aux ingérences extérieures politiques, militaires et économiques sur la scène syrienne, sans tenter de remédier à sa cause principale qui n'est rien d'autre que la résultante des actions terroristes de divers groupes armés soutenus par l'étranger, sans tenir compte de l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales imposées par l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays sur le peuple syrien.

Monsieur le Président,

Il est désormais très clair que l'amélioration concrète, réelle et durable de la situation humanitaire en Syrie exige que ces gouvernements abandonnent leur mauvaise approche qui n'a cessé d'aller d'échec en échec depuis bientôt cinq années. La crise humanitaire ne se règle pas par des annonces de contributions financières par-ci, par-là, à la faveur de congrès ostentatoires, d'autant plus que Monsieur O'Brien sait fort bien que seulement 19% de ces promesses ont été tenues ; 19% seulement, plus d'un an après toutes les promesses avancées lors du Congrès de Londres !

Qui veut mettre fin à la crise humanitaire en Syrie n'organise pas un Sommet humanitaire mondial à Istanbul sous les auspices du régime d'Erdogan, lequel a empêché notre délégation de participer aux travaux de ce sommet. Ce même régime qui utilise les passages frontaliers humanitaires pour continuer à fournir les terroristes en armes et munitions.

Qui veut mettre fin à la crise humanitaire en Syrie ne ferme pas les yeux sur le soutien d'Israël aux terroristes, notamment aux éléments du Front al-Nosra dans la zone de séparation du Golan syrien occupé, dont il soigne ouvertement les blessés dans ses hôpitaux aux frais du régime qatari.

Monsieur le Président,

Le gouvernement de mon pays est le plus sincèrement engagé à fournir toutes sortes d'aides à tous les Syriens touchés par la crise où qu'ils se trouvent sur l'ensemble du territoire syrien. C'est notre devoir et nous sommes déterminés à l'accomplir. C'est pourquoi nous avons tenu à nous coordonner et à coopérer avec l'ONU et 17 autres organisations internationales travaillant en Syrie.

En effet, à l'inverse de la propagande de ceux qui prétendent que le gouvernement syrien empêche l'accès à l'aide humanitaire, les faits sur le terrain prouvent qu'il a récemment consenti et s'est associé à 16 sur 17 demandes d'autorisation formulées par l'ONU pour le passage de convois humanitaires vers les points chauds. Il est déterminé à poursuivre cette coopération tant que les lignes directrices de l'ONU resteront conformes à Résolution de l'Assemblée générale n°46/182, tant qu'il pourra assurer la sécurité des travailleurs humanitaires et tant qu'il s'agira d'acheminer l'aide vers ceux qui la méritent, non vers les terroristes et les mercenaires.

Pour conclure, Monsieur le Président, malgré l'engagement du gouvernement syrien dans la lutte contre le terrorisme considérée comme la condition fondamentale d'une amélioration durable de la situation dans le pays, il reste toujours engagé à faire progresser le processus politique ; témoin en est la volonté permanente et manifeste de la délégation de la République arabe syrienne de participer efficacement aux pourparlers de Genève. Sauf que dernièrement encore, le problème fût que certains pays ont imposé ladite « délégation de Riyad » comme interlocuteur unique, laquelle arriva en posant des conditions préalables conçues dans le seul but de faire échouer ces pourparlers ; ce qui est désormais une évidence étant donné qu'elle s'est retirée plus d'une fois sur les instructions directes de ses donneurs d'ordres étrangers.

Monsieur le Président,

Le gouvernement syrien se bat contre le terrorisme takfiriste wahhabite à la place de tous les pays du monde ; des amis et des alliés conscients de cette réalité se tenant à ses côtés. Si vous permettez au terrorisme d'imposer sa voix en Syrie, les terroristes se rendront dans vos capitales et tous vos pays. Citez-moi un seul gouvernement des États membres qui considérerait la lutte contre le terrorisme, sévissant sur son territoire, comme une question purement humanitaire.

Merci, Monsieur le Président.

Docteur Bachar al-Jaafari

Envoyé permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

21/06/2016

Source : Vidéo Al-Fadaiya TV [Syrie]

<https://www.facebook.com/seyasi/videos/1066306560112027/>

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

[*] Syrie : l'ONU appelle à faire preuve de leadership pour mettre fin aux souffrances indicibles de la population

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=37506#.V2pcbajSH6k>

La source originale de cet article est Seyasi
Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](#), Seyasi, 2016

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca